

Alma Balopi

Le BCWP est une plateforme créée pour permettre aux femmes de tous les partis politiques de converger et de se soutenir dans leurs efforts pour s'imposer dans un milieu dominé par les hommes.

Lorsqu'il a été créé, il y a 15 ans, ses membres étaient au début des femmes au parlement. Nasha, la première femme au Botswana à servir comme présidente du parlement, a expliqué qu'après quatre ans, elles avaient remarqué que seules les femmes du parti au pouvoir, le Parti démocratique du Botswana (BDP), en bénéficiaient et qu'elles avaient décidé d'ouvrir l'adhésion à toutes les femmes membres actifs d'un parti politique.

Ce comité a été créé pour fournir l'éducation politique aux femmes qui ont l'ambition de se présenter à une fonction politique.

"Nous avons organisé beaucoup de séminaires sur cela avant que les femmes ne participent aux élections primaires, et plus tard celles qui ont gagné seraient formées sur la manière de faire campagne et de s'imposer dans leurs différents domaines d'intérêt", a-t-elle indiqué.

Le comité a aussi travaillé à la sensibilisation des électeurs. "Bref, nous leur disions que c'était bien de voter pour une femme afin qu'elle occupe un poste politique parce qu'une femme représenterait leurs aspirations et leurs besoins personnels en tant que mères", a-t-elle expliqué.

#### **Aucun succès**

Nasha, qui a servi pendant quelque temps comme présidente du comité, a indiqué à IPS que leurs efforts n'avaient porté aucun fruit en 14 années d'existence. "Nous n'avons pas fait de progrès dans l'augmentation du nombre de femmes parlementaires et avons plutôt régressé. Sur les conseils locaux, les chiffres sont là, mais toujours pas là où nous avons voulu", a-t-elle dit, ajoutant qu'une enquête minutieuse sur les raisons de leur échec est nécessaire.

Répondant à sa propre question, elle a déclaré que l'éducation et l'autonomisation n'ont pas surmonté les obstacles matériels auxquels sont confrontées les politiciennes. La campagne politique est une entreprise coûteuse, et Nasha a affirmé que peu de femmes possèdent suffisamment de ressources pour la mener.

Le BCWP a peut-être aussi souffert de son association avec le BDP, le parti au pouvoir, avec des femmes des partis de l'opposition qui hésitent à participer – une suspicion encouragée par leurs collègues hommes.

"Les hommes qu'elles ont consultés dans leurs partis leur ont dit qu'adhérer au BCWP était synonyme de vendre leurs propres partis au BDP. Quand elles ont remarqué qu'elles avaient besoin de ces compétences politiques et ont décidé d'adhérer, le parti au pouvoir avait déjà constitué la majorité", a souligné Nasha – elle-même membre du BDP.

Rhodah Sekgororoane, une militante du Front national du Botswana – a servi comme vice-présidente du BCWP pendant les 11 dernières années. "Avant d'adhérer, je ne pouvais pas me lever et parler comme une vraie politicienne sur le podium. Je manquais de confiance et je ne croyais pas en moi-même", a-t-elle indiqué.

"Pour dire toute la vérité, ce serait un bon outil pour les politiciennes, mais cela est en train d'être détruit par les femmes elles-mêmes", a-t-elle affirmé.

Bien qu'elle occupe elle-même un poste dans le comité, elle prétend que les membres du BDP veulent occuper tous les postes élevés, et utilisent leur nombre pour voter seulement pour les femmes des partis de l'opposition qu'ils pensent pouvoir manipuler.

"Ceci est simplement une sorte d'extension de la Ligue des femmes du BDP", ajoute-t-elle.

### **Nécessité d'une participation plus large**

Mais Pinkie Mekgwe, un professeur de l'Université du Botswana et une savante respectée sur la question de genre, a dit que le comité est une structure utile. "Il est moins enclin à aller vers certains partis politiques, mais a beaucoup affaire au nombre de femmes activement impliquées en politique, qui n'est pas encore suffisant pour des niveaux clé de prise de décisions et d'élaboration de politiques".

Mekgwe a confié à IPS que même s'il y a des problèmes entre les femmes au sein du comité, l'on ne pourrait dire avec certitude s'il est bénéfique ou non si un nombre suffisant de femmes adhèrent à la structure.

Elle a indiqué qu'il y a tant de femmes visibles dans les campagnes et les conférences des partis, mais que ces mêmes femmes ne participent pas au comité.

"Nous avons besoin de voir ces femmes qui chantent venir se rallier en votant pour leurs collègues femmes à des postes clé où elles peuvent être impliquées dans la transformation des politiques et la prise de décisions", a-t-elle dit.

Moggie Mbaakanyi, élue présidente du comité à la fin de l'année dernière, a affirmé que les partis politiques ne sont pas engagés à l'autonomisation des femmes. "Dans d'autres partis, il existe un système de quota de 30 pour cent sur papier pour les femmes, mais en pratique, nous ne voyons pas cela".

"Il n'y a aucun système de quota qui soit en train d'être utilisé pour que les femmes entrent dans les comités centraux", a-t-elle déclaré, ajoutant que le parti au pouvoir ne croit pas aux quotas et que tant qu'il n'a rien en place, la situation ne peut pas changer pour avoir des femmes au parlement et dans les conseils.

Mbaakanyi – qui appartient également au BDP – a indiqué que pendant son mandat, elle cherchera les moyens d'amender les lois électorales. Elle a expliqué que le scrutin à un tour ne favorise pas les femmes. "Nous devons examiner la manière dont les lois peuvent être amendées", a-t-elle souligné.

Il reste à voir si les femmes des différents partis politiques, qui sont confrontées aux mêmes défis, réussiraient à parler d'une seule voix pour faire avancer leur quête visant à s'imposer en politique au Botswana.

Un jeune étudiant en sciences politiques à l'Université du Botswana, Mpho Elliot, estime qu'il est nécessaire que les politiciens engagent la jeunesse dans de telles structures pour changer les mentalités et les attitudes dès le jeune âge.

"Le changement des attitudes n'est pas un événement mais un processus, et c'est là où entre en jeu l'expression 'prenez-les jeunes'".